



La Marianne

Journal de la section de Trélazé du PCF - Novembre 2025 -
<http://pcftrélaze.lautre.net/>



Editorial

Par **Julien Fagault**
Secrétaire de la Section de
Trélazé du PCF

Ce nouveau numéro de La Marianne paraît dans un contexte politique tendu : dissolution de l'Assemblée nationale, refus présidentiel de reconnaître la victoire de la gauche, crise institutionnelle persistante. Résultat : perte de repères, défiance envers le politique, découragement généralisé.

Pourtant, c'est ce piège que la gauche doit éviter. Notre devoir ? Résister au « tous pourris », construire ensemble des réponses progressistes aux défis actuels. Cela suppose un dialogue entre forces de gauche, en assumant nos différences sans qu'elles bloquent l'action commune.

À droite, on ne s'embarrasse pas de scrupules : le budget Lecornu II en témoigne. Le Rassemblement national, lui, vote pour les plus riches, trahissant son discours « populaire ».

L'urgence est claire : la gauche, dans toute sa diversité, doit se rassembler pour redevenir majoritaire et porter un projet de transformation sociale. Chacun peut y contribuer. À Trélazé, nos trois élus communistes incarnent cette gauche de rassemblement, engagée sans concession face à la droite locale, sur des dossiers comme le centre pénitentiaire ou l'avenir du site ardoisier.

Le PCF, c'est aussi une force militante et un financement populaire qui le distinguent. Ce numéro lance la campagne nationale de souscription : soutenez une gauche utile, populaire et fidèle à ses valeurs.

A Trélazé comme au niveau national : une ambition communiste pour les communes en 2026

À l'approche des municipales de 2026, les élu·es et militant·es communistes s'engagent pour des programmes alliant progrès social et transition écologique, répondant aux attentes des habitant·es. Nous agissons pour l'accès à la culture, la réappropriation des biens communs et le développement des services publics dans tous les domaines : logement, école, santé, transports, énergie, alimentation, sécurité, etc. Nos communes et intercommunalités doivent aussi œuvrer pour la paix et la coopération décentralisée.

Nous voulons construire des projets territoriaux ancrés dans l'intérêt général, ouverts aux rassemblements les plus larges. Face à la droite et à l'extrême droite, nous présenterons des candidats pour défendre les services publics et les valeurs de solidarité.

A Trélazé comme ailleurs, nos élu·es sont en première ligne avec les habitant·es. Nous souhaitons rassembler le plus largement possible pour faire face aux défis sociaux, démocratiques et écologiques. Notre objectif : empêcher la droite et l'extrême droite (RN, LR, LREM et alliés) de s'emparer et de diriger des municipalités.

Fidèles à ce que nous faisons depuis des années sur notre commune, nous travaillons à construire un rassemblement s'appuyant sur un projet collectif, élaboré avec les citoyen·ne.s, les associations et les forces de gauche disponibles pour bâtir ensemble des choix municipaux cohérents ancrés dans les réalités locales. Les résultats électoraux récents montrent l'urgence d'agir au plus près des gens, en particulier au niveau communal.

En 2026, faisons des élections municipales un moment de mobilisation populaire pour de nouvelles avancées sociales et pour l'égalité des territoires !

Budget 2026 :

Rejetons le budget Lecornu 2 !

Les communistes en première ligne pour défendre les droits sociaux et écologiques

Le gouvernement Lecornu 2, malgré une opposition massive, a évité de justesse la censure à l'Assemblée nationale. Pourtant, ce budget est clairement contraire aux intérêts de la grande majorité des Françaises et des Français.

Emmanuel Macron persiste dans une politique qui ignore le choix démocratique des citoyens : lors des dernières élections, la gauche est arrivée en tête, mais le pouvoir en place refuse d'en tirer les conséquences.

Un budget injuste et inégalitaire

Ce projet de budget 2026 confirme une orientation brutale : il frappe durement le monde du travail et les services publics, tout en épargnant les plus riches et les grands groupes. Pire, il alimente l'industrie de l'armement et la course aux dépenses militaires, au détriment des besoins sociaux et environnementaux urgents.

Face aux mesures inacceptables du gouvernement, nous disons NON :

- **NON** à l'année blanche et à la suppression de l'abattement de 10 % pour les retraités, qui aggraverait encore leur pouvoir d'achat.
- **NON** au doublement des franchises médicales, qui pénalise les malades et les plus précaires.
- **NON** aux coupes budgétaires imposées aux collectivités locales, essentielles pour les services de proximité.
- **NON** à l'augmentation du budget de l'armement, alors que les besoins en santé, éducation et transition écologique sont criants.

Mobilisation totale, au Parlement et dans la rue.

Les communistes, aux côtés des citoyens et des mouvements sociaux, refusent ces mesures de régression. Nous nous battons par tous les moyens, au Parlement comme dans la rue, pour les faire reculer. La suspension annoncée de la réforme des retraites ? Nous l'attendons au tournant : rien n'est encore gagné, et nous exigeons son abrogation totale.

Nos priorités pour un autre budget

Face à ce projet, nous proposons des alternatives concrètes et justes :

► **Augmenter les salaires** et garantir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

► **Abroger la réforme des retraites**, pour restaurer un système solidaire et protecteur.

► **Taxer les hauts revenus et les revenus du capital**, et conditionner les 211 milliards d'aides publiques aux entreprises à des critères sociaux et écologiques.

► **Créer un fonds d'avances de 100 milliards d'euros dès 2026**, dédié à l'investissement, à l'emploi, à la formation, et à la lutte contre le réchauffement climatique.

Ensemble, imposons un autre choix de société

Les communistes, fidèles à leur mandat, ne lâcheront rien. Nous nous engageons à arracher toutes les victoires possibles pour le progrès social, écologique et la paix. La mobilisation continue : c'est maintenant qu'il faut agir pour un budget au service de toutes et tous, pas des privilégiés.

Ensemble, faisons reculer l'injustice et avançons vers une société plus juste, solidaire et écologique.



C'est le 1^{er} poste de dépenses de l'État et il échappe à tout contrôle démocratique. **Nous disons assez !**

Des milliards d'euros d'aides fiscales et d'allègements de cotisations sociales qui bénéficient chaque année à Auchan, Michelin, LVMH ou ArcelorMittal alors que ces entreprises suppriment des milliers d'emplois, délocalisent les productions et versent des milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires !

**Signez la pétition
pour exiger que l'argent public
serve enfin l'intérêt général !**

Nos propositions sont simples et justes

Comme le réclame la commission d'enquête ayant pour rapporteur le sénateur communiste Fabien Gay, nous voulons :

- Imposer des critères sociaux et écologiques aux aides publiques versées aux entreprises.
- Exiger le remboursement total d'une aide de l'État ou d'une collectivité locale si une entreprise procède à une délocalisation de l'activité concernée dans les deux années qui suivent.
- Diviser par trois le nombre de dépenses fiscales et de subventions budgétaires aux entreprises d'ici 2030.

Mobilisons-nous pour développer l'emploi et la formation, créer de nouveaux pouvoirs d'intervention des salariés et améliorer la vie des Français !



Le RN vous ment !

Le Rassemblement National (RN) prétend défendre les travailleurs, les retraités et les plus fragiles. Pourtant, ses votes à l'Assemblée nationale révèlent une réalité bien différente. Voici une comparaison entre leurs actions et nos propositions pour la justice sociale, l'écologie et la solidarité.

1. Pouvoir d'achat et dignité au travail

Le RN a voté **contre** la hausse du SMIC et l'indexation des salaires sur l'inflation, aggravant la précarité. **Nous proposons :**

- Une **augmentation immédiate du SMIC et des pensions de retraite.**
- Le **blocage des prix** des biens essentiels.
- Une **revalorisation de 10 % des APL.**

2. Accès aux soins pour tous

Le RN a **rejeté** les lois contre les déserts médicaux, creusant les inégalités territoriales. **Nous défendons :**

- Un **grand service public de la santé.**
- Un **accès aux soins de proximité** pour tous, partout en France.

3. Justice pour agriculteurs et retraités

Le RN a voté **contre** la revalorisation des pensions des retraités agricoles et des revenus dignes pour les agriculteurs. **Nous portons :**

- Un **salairé digne** pour tous, inspiré par des élus comme André Chassaigne, auteur de la loi sur les retraites agricoles.

4. Égalité et fraternité

Le RN **discrimine** les binationaux et prône des expulsions massives, trahissant les valeurs républicaines. **Nous exigeons :**

- L'**abrogation de la loi asile-immigration.**
- Le **respect des droits de l'Homme** et des conventions internationales sur les droits de l'enfant.

5. Fiscalité juste et urgence climatique

Le RN a voté **contre** la taxation des jets privés et des yachts, et s'est abstenu sur le rétablissement de l'ISF. **Nous proposons :**

- Un **ISF renforcé**, avec un volet climatique pour financer la transition écologique.
- La **protection des populations** face aux catastrophes climatiques.

6. Santé et environnement

Le RN a soutenu la loi agricole autorisant les néonicotinoïdes, pesticides dangereux pour la biodiversité. **Nous refusons :**

- Les **reculs écologiques.**
- Nous défendons une **agriculture respectueuse** de l'environnement et de la santé publique.

Pour gagner, la France mérite mieux

Face à la démagogie du RN, nous portons un projet de **justice, d'égalité et de solidarité.** Rejoignez-nous pour construire un **pacte d'avenir** pour la France, plus juste et écologique.

Ensemble, choisissons une autre voie !

Leur choix est clair : toujours du côté des riches, jamais de celui du peuple.

Les valets de la finance, c'est eux.

Le 20 octobre 2025, les députés RN ont voté contre la taxe sur les ultra-riches (patrimoine supérieur à 100 millions d'euros), protégeant ainsi les milliardaires comme Bernard Arnault, 7ème fortune mondiale avec 192 milliards de dollars. Cette taxe visait à réduire la dette française, mais le RN a préféré défendre les intérêts des plus fortunés.

Quelques jours avant le vote, Bloomberg révélait qu'Arnault avait gagné 18,8 milliards de dollars en quelques heures, grâce aux résultats de ses entreprises, des profits générés par des travailleurs souvent payés au SMIC.

Le RN a ainsi confirmé son alignement sur le capital, au mépris des revendications populaires (salaires, retraites, santé, éducation).



Bien vieillir à Trélazé : un défi social et financier

Vieillir dans sa ville, où l'on a travaillé et construit sa vie, est un souhait naturel. Pourtant, à Trélazé, ce projet se heurte à des réalités économiques difficiles.

Le Foyer autonomie « Les Toits Bleus », géré par le CCAS, illustre cette problématique : avec des revenus inférieurs à 1 400 € par mois, l'accès y est quasi impossible. Pour un T1, le loyer atteint 589,60 €, auxquels s'ajoutent 139,09 € de charges non locatives, 110 € pour les fluides, et 126,50 € pour trois repas obligatoires par semaine. **Au total, les dépenses fixes s'élèvent à 966 € mensuels, un montant élevé pour des retraités dont les pensions sont souvent modestes.** Même avec les APL, le budget reste serré, laissant peu de place aux loisirs ou aux imprévus.

Le CCAS, simple locataire du bâtiment appartenant à Podelia, ne maîtrise pas les

loyers. Une municipalisation du foyer permettrait d'envisager des tarifs sociaux, offrant aux seniors la possibilité de vieillir sereinement dans leur ville.

Aujourd'hui, vieillir à Trélazé n'est pas un choix accessible à tous, mais un privilège réservé à ceux qui en ont les moyens.

Cette situation pose un enjeu de solidarité. Les seniors, acteurs de la vie locale pendant des décennies, méritent de pouvoir rester dans leur environnement familial.

Pour y parvenir, des solutions existent : municipalisation du foyer, développement de logements intermédiaires, ou renforcement des aides locales.

L'objectif ? Faire en sorte que vieillir à Trélazé ne soit plus une question de revenus, mais un droit pour tous.

Les associations étouffées par l'austérité

Le 11 octobre, plus de 350 actions organisées par le Mouvement associatif ont alerté sur la crise sans précédent qui frappe le secteur. Malgré cette mobilisation, le gouvernement persiste : son projet de loi de finances menace 90 000 emplois et met en péril l'action sociale, culturelle, sportive et éducative.

Le contraste est saisissant. D'un côté, des milliards d'aides publiques sont versés aux entreprises sans contrepartie. De l'autre, les budgets associatifs, essentiels à la cohésion sociale, sont réduits à portion congrue. Cette logique illustre la philosophie macroniste : le business prime sur l'intérêt général.

Avec 1,8 million de salariés (10 % de l'emploi privé) et 20 millions de bénévoles, les associations forment un maillage local indispensable. Pourtant, la baisse des subventions n'est pas un hasard : elle s'inscrit dans une stratégie néolibérale visant à soumettre le secteur aux logiques de marché.

L'exclusion des 6-13 ans du Pass'sport est purement scandaleuse et risque de priver nombre d'enfants des milieux populaires d'un accès au sport. Cela vient s'ajouter aux coupes budgétaires décidées localement par la Région dans le domaine du sport.

Les combats budgétaires à venir doivent garantir un financement décent aux associations. Celles-ci ne doivent plus être la variable d'ajustement des politiques d'austérité.

Adhérer au Parti communiste français, c'est s'impliquer dans une réflexion collective et démocratique — un adhérent, une voix — et passer à l'action.

Et participer à la souscription, c'est permettre au PCF de conserver son indépendance et son originalité dans le paysage politique français.

Pour faire un don : rendez-vous sur <https://souscription.pcf.fr/>

Je fais un don par chèque :

Chèque à l'ordre de : ANF-PCF, 2, place du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19

